

# Les enjeux alimentaires font une percée à la conférence de Dubaï

L'agriculture et l'alimentation, qui représentent un tiers des émissions de gaz à effet de serre, peinent encore à être prises en compte dans le cadre officiel des négociations

**L**a présidence émiratie de la 28<sup>e</sup> conférence mondiale sur le climat (COP28) avait prévenu : l'agriculture et l'alimentation devaient être des sujets majeurs de ce grand rendez-vous sur le climat, qui s'est tenu du 30 novembre au 13 décembre à Dubaï. De fait, ces enjeux ont reçu une attention inédite dans le cadre d'une COP, rompant avec des années de relégation au second plan – même s'ils ont été moins centraux que la question des énergies fossiles, qui a donné des sueurs froides aux négociateurs, aboutissant à un compromis en faveur d'une « transition hors des énergies fossiles ».

Sur le versant positif, notons d'abord une série d'engagements pris à l'occasion de ce rendez-vous dubaïote. Au deuxième jour de la conférence, les Emirats arabes unis (EAU) ont obtenu la signature par 158 pays – parmi lesquels la Chine, le Brésil, les Etats-Unis et les vingt-sept membres de l'Union européenne – d'une déclaration engageant à inclure l'agriculture et l'alimentation dans leurs plans climat d'ici à 2025. Négociée depuis un an, cette déclaration des Emirats pour des systèmes alimentaires résilients insiste pour

que l'agriculture et l'alimentation soient des secteurs-clés de l'action climatique.

Quelques jours plus tard, c'est l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) qui présentait le 10 décembre une feuille de route pour lutter contre l'insécurité alimentaire tout en tenant l'objectif de maintenir le réchauffement du climat en deçà de 1,5 °C. La démarche de la FAO vise à sortir des mesures prises en silos et à valoriser les approches systémiques, plaçant le droit à l'alimentation au cœur des interventions à mener. Prévue sur plusieurs années, elle doit aboutir lors de la COP30 au Brésil à l'adoption par les Etats de plans d'actions nationaux.

#### DES CRITIQUES DEMEURENT

D'autres initiatives ont été lancées, dont un appel à l'intervention d'acteurs non étatiques, signé par 150 organisations paysannes, des villes et des entreprises, qui s'engagent à réduire les émissions de gaz à effet de serre des systèmes alimentaires. Pour Edward Davey, directeur de l'antenne britannique du World Resources Institute, « cette COP a envoyé un signal fort du fait que l'alimentation, l'agricul-

ture et les systèmes alimentaires sont au cœur de l'histoire climatique. C'est un pas en avant historique ». La production alimentaire est en effet l'un des secteurs les plus fragilisés par les effets du dérèglement climatique, qui menacent la sécurité alimentaire et font grimper les chiffres de la faim, qui touche 9,2 % de la population mondiale. Mais les systèmes alimentaires participent également de ce même dérèglement, représentant environ un tiers des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique – 12 % du total des émissions étant dû à l'élevage.

Et pourtant, seulement 4 % des financements climat sont consacrés à l'agriculture ou à l'alimentation, bien loin du poids réel de ce secteur. Son inclusion dans l'enceinte de discussion des conférences climat était donc devenue urgente.

Mais les engagements pris lors de la COP28, s'ils symbolisent un début de prise de conscience, ne sont pas exempts de critiques. La déclaration émiratie sur le climat et l'alimentation, tout comme la feuille de route de la FAO, ne sont pas des documents contraignants légalement. Tous deux restent vagues sur le modèle de transition

appelé de leurs vœux. La déclaration des EAU ne fixe aucun objectif précis, que ce soit sur les changements de régime, la réduction du gaspillage et des pertes alimentaires, la part des terres émergées devant être protégée...

#### L'URGENCE MAL COMPRISSE

La FAO fixe, elle, plusieurs objectifs généraux – éliminer la faim chronique d'ici à 2030, rendre les systèmes agroalimentaires neutres en CO<sub>2</sub> en 2035, diminuer de moitié les émissions de méthane en 2045 –, mais reste vague sur les moyens précis pour y parvenir. « Les enjeux d'écosystèmes sont encore trop peu présents dans la feuille de route, qui présente des actions de manière trop séparée et pas assez systémique », estime ainsi Sébastien Treyer, directeur général de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Les deux documents s'abstinent également d'appeler clairement à la sortie des énergies fossiles, alors que les systèmes alimentaires en sont fortement dépendants et représentent au moins 15 % de la demande de combustibles fossiles. « Pour rendre nos systèmes alimentaires réellement durables, nous devons nous engager à éliminer les combustibles fossiles de la ferme à l'assiette – pas seulement réduire leur impact », insiste Patty Fong, directrice des programmes de la Global Alliance for the Future of Food, une fédération de fondations philanthropiques.

Mais surtout, ces déclarations ont été adoptées en marge des négociations officielles, qui sont encore loin d'avoir intégré les enjeux alimentaires dans leur logiciel de discussion. Le bilan de l'accord de Paris, le « global stocktake » adopté à la fin de la COP28, ne comporte aucune mention de la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre des systèmes alimentaires, alors que ce document fixe le cadre des engagements climatiques à venir des Etats. Une illustration de la difficulté à faire coïncider le temps des négociations climatiques avec l'urgence à agir. ■

## Insécurité et durabilité des systèmes alimentaires

